

Etablissement support du GHT  
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)  
Commun à tous les lots**

**MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
**Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique**

**Procédure N°2026ACHGR01**

**FOURNITURE DE CAFÉ, MISE À DISPOSITION DE MACHINES À CAFE  
AINSI QUE LEUR MAINTENANCE  
POUR LE CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME RÉGNIER (CHGR)**

# SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 - GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>4</b>
Article 1 - Objet du marché public.....	5
Article 2 - Description du marché public.....	5
2.1 - Procédure de passation.....	5
2.2 - Étendue – Décomposition en lots .....	5
2.3 - Forme du marché public et des prix.....	5
2.4 - Option (au sens communautaire).....	5
Article 3 - Durée du marché public.....	6
Article 4 - Pièces constitutives du marché public.....	6
4.1 - Référence au CCAG.....	6
4.2 - Pièces constitutives .....	7
Article 5 - Obligations générales du Titulaire .....	7
5.1 - Changements affectant le Titulaire .....	7
5.2 - Discrétion et confidentialité, protection des données à caractère personnel .....	8
5.3 - Assurances.....	8
<b>CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>8</b>
Article 6 - Conditions d'exécution .....	8
6.1 - Commandes.....	8
6.2 - Délai d'exécution .....	9
6.3 - Prolongation des délais .....	9
6.4 - Transport et déchargement.....	9
6.5 - Livraisons .....	9
6.6 - Emballage .....	12
6.7 - Délai de péremption .....	12
6.8 - Qualité des fournitures et prestations .....	12
6.9 - Clause de reprise .....	12
6.10 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution .....	12
<b>CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION.....</b>	<b>13</b>
Article 7 - Modalités de vérification .....	13
Article 8 - Garantie .....	13
<b>CHAPITRE 4 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES .....</b>	<b>13</b>
Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix .....	13
9.1 - Forme des prix .....	13
9.2 - Contenu des prix.....	14
9.3 - Prix de référence .....	14
9.4 - Variation des prix.....	14
9.5 - Clauses limitatives .....	15
9.6 - Offres de prix promotionnelles .....	15
Article 10 - Modalités de règlement des comptes .....	15
10.1 - Facturation .....	15
10.2 - Règlement .....	16
Article 11 - Titulaire étranger .....	16
Article 12 - Nantissement et cession de créance .....	17
Article 13 - Avance.....	17
Article 14 - Pénalités.....	17
14.1 - Pénalités de retard .....	17
Article 15 - Résiliation du marché public.....	18
15.1 - Motifs de résiliation.....	18

15.2 - Indemnités de résiliation .....	18
Article 16 - Exécution aux frais et risques du Titulaire .....	19
16.1 - En cas de rupture d’approvisionnement en cours d’exécution du marché public .....	19
16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire .....	19
Article 17 - Litiges / Recours .....	19
Article 18 - Dérogations aux documents généraux .....	19

### Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n°2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCÉLIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOGÈRES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRÉ),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FÉES (JANZÉ),
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME RÉGNIER.

Seul l'établissement suivant est concerné par le présent marché public :

- **Le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME RÉGNIER (CHGR) (le « CHGR ») « Etablissement partie »).**

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte du Centre Hospitalier Guillaume Régnier, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités du CHGR sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

## Article 1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de café, la mise à disposition de machines à café ainsi que leur maintenance pour le Centre Hospitalier Guillaume Régnier (CHGR), établissement public de santé mentale (EPSM) dont le siège social et le site principal sont situés à RENNES (Ille-et-Vilaine).

## Article 2 - Description du marché public

### 2.1 - Procédure de passation

Le présent marché public est conclu au terme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

### 2.2 - Étendue – Décomposition en lots

#### 2.2.1. Décomposition en lots

La présente consultation est allotie et comporte deux (2) lots :

- Lot 1 : Unités de soins : fourniture de café, filtres prêts à l'emploi et mise à disposition de machines à café ;
- Lot 2 : Restaurant du personnel et personnel ad hoc : fourniture de café (doses individuelles) et mise à disposition des machines à café.

Le présent CCAP est commun à tous les lots.

#### 2.2.2. Étendue

Les fournitures pouvant être commandées sont décrites dans le CCTP.

### 2.3 - Forme du marché public et des prix

#### 2.3.1. Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec maximum exprimé en quantité pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

#### **Quantités maximum pour toute la durée du marché public :**

- LOT n°1 : 498 000 filtres pré-dosés ;
- LOT n°2 : 24 000 doses individuelles.

Les marchés publics sont **mono-attributaire**.

#### 2.3.2. Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

### 2.4 - Option (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, l'option est la suivante :

- Le marché public comporte des reconductions.

### Article 3 - Durée du marché public

**Le marché afférent au lot n°1 débute à compter du 1er septembre 2026 ou à la date de notification du marché si elle est postérieure au 01/09/2026.**

Il est conclu pour une période initiale dont le terme extinctif sera le 31 août 2027.

À l'issue de cette période initiale, ce lot pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par période successive de douze (12) mois (soit un total maximal de 3 ans post-terme de la durée initiale), soit :

- Du 1er septembre 2027 au 31 août 2028 (*année 2*),
- Du 1er septembre 2028 au 31 août 2029 (*année 3*),
- Du 1er septembre 2029 au 31 août 2030 (*année 4*).

**Le marché afférent au lot n°2 prend effet à compter du 1er janvier 2027.**

Il est conclu pour une période initiale allant du 1er janvier 2027 au 31 août 2027, afin d'harmoniser son échéance avec celle du lot n°1.

À l'issue de cette période initiale, ce lot pourra être reconduit tacitement trois (3) fois par période successive de douze (12) mois, soit :

- Du 1er septembre 2027 au 31 août 2028 (*année 2*),
- Du 1er septembre 2028 au 31 août 2029 (*année 3*),
- Du 1er septembre 2029 au 31 août 2030 (*année 4*).

Dans chacun de ces deux (2) cas, cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci, sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non-reconduction sera expressément notifiée sous préavis de quatre-vingt-dix (90) jours par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) avant la fin de la période en cours.

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

### Article 4 - Pièces constitutives du marché public

#### **4.1 - Référence au CCAG**

Pour toute disposition à laquelle il n'est pas formellement dérogé dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, le Titulaire sera soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1<sup>er</sup> avril 2021.

## 4.2 - Pièces constitutives

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché public sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement, daté et signé par un représentant ayant pouvoir pour engager la société et le CHU de Rennes, et ses annexes :
  - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
  - Annexe n°2 : le contrat de mise à disposition des machines à café ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) (CCAG-FCS 2021) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant ;
- Le mémoire technique du Titulaire comprenant notamment le cadre de réponse technique et de responsabilité (CRT-CRSE).

Le marché public s'exécute par les pièces listées ci-avant et les bons de commande.

## Article 5 - Obligations générales du Titulaire

### 5.1 - Changements affectant le Titulaire

Le Titulaire s'engage à informer le CHGR de tout changement survenant au cours de la période d'exécution du marché public, affectant :

- La personne ayant qualité pour le représenter ;
- La forme juridique de l'entreprise ;
- La dénomination/raison sociale de l'entreprise ;
- Son adresse de siège social ou d'établissement principal/secondaire/complémentaire ;
- La cession partielle ou totale d'une ou de différentes activités ;
- L'acquisition d'une nouvelle branche d'activité ;
- Ses coordonnées bancaires.

Il lui fait parvenir, le cas échéant, un extrait Kbis (dont celui de l'entité absorbée en cas de fusion par absorption, ou de l'entité cessionnaire de tout ou partie du fonds de commerce en lien avec l'objet du marché), l'annonce parue dans le Journal des Annonces Légales et Juridiques et un RIB, ainsi qu'un extrait certifié conforme de la décision d'associé unique ou du procès-verbal d'assemblée générale (selon l'actionnariat du Titulaire).

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-6 du Code de la Commande Publique, le marché peut être modifié lorsqu'un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché dans le cas où cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements doivent être signalés dès connaissance de la date d'effet et, en tout état de cause, impérativement avant toute nouvelle facturation.

Le paiement des factures est suspendu tant que le CHGR n'est pas en possession des documents nécessaires, ou jusqu'à la notification d'un éventuel avenant.

### **5.2 - Discretion et confidentialité, protection des données à caractère personnel**

Le Titulaire est tenu au secret professionnel et plus généralement à la confidentialité vis-à-vis de toutes les informations (notamment, techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché public.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché public pourra être résilié aux torts du Titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'article 5.2 du CCAG-FCS est applicable, s'agissant de la protection des données à caractère personnel.

### **5.3 - Assurances**

Le Titulaire doit justifier :

- avant la date de notification du marché public, par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS,
- à tout moment sur demande du CHGR,

d'une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages de toute natures causés aux biens et personnels du CHGR, ainsi qu'aux tiers et à leurs biens :

- Par son personnel ;
- Par ses matériels ;
- Du fait de l'exécution du marché public avant et après admission des fournitures ou prestations.

## **CHAPITRE 2 - CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **Article 6 - Conditions d'exécution**

#### **6.1 - Commandes**

##### **6.1.1. Émission des bons de commande**

Les bons de commande sont émis par le CHGR, au fur et à mesure de ses besoins. Ils sont signés par son Directeur Général ou la personne ayant reçu délégation de signature.

Ces bons adressés par un portail de commandes (Hospitalis), ou par courriel, font apparaître les informations suivantes :

- Le numéro de la commande,
- Le numéro du marché public,
- Le lieu de livraison,
- La date de livraison souhaitée,
- La désignation du produit,
- la quantité commandée,
- Le prix unitaire net HT.

Seules les commandes passées par le représentant du CHGR donnent lieu au paiement des factures correspondantes.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. Le CHGR ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que



l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Le CHGR confie au Titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins.

#### **6.1.2. Modification d'un bon de commande**

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au Titulaire. Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord du Titulaire et du CHGR sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui est annexé au bon de commande concerné.

#### **6.1.3. Annulation d'un bon de commande**

Le CHGR peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le Titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

### **6.2 - Délai d'exécution**

Les délais d'exécution sont indiqués dans le CCAP, le CCTP et le mémoire technique du titulaire.

La livraison doit être effectuée dans les huit (8) jours ouvrés maximum suivant la notification du bon de commande.

Le Titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

### **6.3 - Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au Titulaire, lorsqu'une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution de la commande, dans le délai contractuel fixé par le présent CCAP.

Elle fait l'objet d'une demande écrite auprès du CHGR, dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

En outre, le CHGR peut lui-même accorder une prolongation de ce délai, s'il a connaissance d'une cause qui lui est imputable et qui fait obstacle à la livraison ou à la mise en service des équipements.

Cette prolongation est accordée au Titulaire par écrit.

En outre, les dispositions de l'article 21.5 du CCAG-FCS obéissent aux mêmes règles.

### **6.4 - Transport et déchargement**

Le conditionnement doit être adapté aux charges et normes de sécurité des produits et matériels contenus afin de faciliter la manutention et le stockage.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG-FCS, le Titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination.

Il demeure responsable des avaries survenant au cours des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement qui pourraient être commises lors des opérations de livraison.

Il est également responsable du transporteur qu'il a choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Le déchargement de la marchandise doit être fait par le transporteur, sous la responsabilité du Titulaire.

### **6.5 - Livraisons**

#### **6.5.1. Conditions de livraisons**

La livraison doit être accompagnée :

- D'un récépissé à 3 feuillets autocopiants, au nom du transporteur indiquant le nombre de colis, leur poids total et leur destinataire.
- D'un bon de livraison, indiquant :
  - La date d'expédition ;
  - Le lieu de livraison ;
  - La référence de la commande ;
  - L'identification du fournisseur ;
  - La référence du produit (et pas seulement le code Article), en tout point identique à celle figurant sur l'offre de prix, sur la facture, et sur l'emballage du produit ;
  - La quantité livrée ;
  - Le n° de lot et date de péremption ;
  - Le n° de série ;
  - Les coordonnées du responsable de la commande.

Les articles, dans leur unité d'emploi (emballage primaire) ou leur unité protégée (emballage secondaire), doivent être fournis, si leur volume l'exige, sur des palettes en bois (perdues ou consignées), type européenne, à 2 entrées de 0,80 x 1,2 m et de hauteur 1,58 m maximum (sauf dérogation expresse négociée avec le responsable de la plate-forme logistique).

Les palettes sont filmées sur les côtés et le dessus, avec un bon de livraison contenu dans une pochette fermée en plastique transparent. La palette doit être :

- filmée fermement (produit et support compris) garantissant une stabilité des produits lors du défilage ;
- entourée d'une bande de garantie assurant l'intégrité du produit livré ;
- sans débord du gabarit de la palette. Les produits et/ou conditionnement hors norme feront l'objet d'une négociation entre les parties au cas par cas ;
- identifiée par une étiquette mentionnant « Mono-référence » ou « multi-référence » ;
- mono-référence chaque fois que la volumétrie le permet. Dans le cas contraire, les références similaires sont regroupées entre elles au sein d'une même palette ; une même référence ne se retrouve pas disséminée sur plusieurs palettes.

Enfin, pour garantir l'intégrité des produits, les palettes ne peuvent pas être gerbées.

Les palettes faisant l'objet d'une consigne doivent être reprises dans le mois qui suit la livraison. Passé ce délai, les palettes deviennent la propriété du CHGR.

Les colis doivent, le cas échéant, porter de façon lisible les mentions particulières quant à la condition de conservation des produits. À l'instar des palettes, les colis doivent être mono-référence chaque fois que la volumétrie le permet. Dans le cas contraire, la livraison de colis multi-références est tolérée mais uniquement si une même référence ne se retrouve pas disséminée dans plusieurs colis (sauf si le volume le nécessite).

Chaque colis doit être identifié à l'aide d'une étiquette mentionnant :

- « Mono référence » si le colis ne contient qu'une seule référence ;
- « Multi-référence » si le colis contient plusieurs références ;
- le cas échéant, la toxicité ou la fragilité du contenu.

L'emballage doit :

- Garantir la non détérioration du conditionnement produit jusqu'à son stockage ;
- Et supporter les nombreuses manipulations et éventuelles ruptures de charge ;

- Être adapté au poids et à la taille du contenu ;
- Comporter des protections intérieures solides préservant, le cas échéant, les parties fragiles et/ou saillantes ;
- De préférence, être en matériau recyclé ou recyclable.

#### **6.5.2. Conditionnement des produits**

Le conditionnement doit présenter :

- un code-barre respectant les standards d'emballage produit, placé de manière visible ;
- le nom du produit, la référence, le numéro de lot (voire numéro de série) et la date de péremption.

***Toute non-conformité de livraison conduit à l'établissement d'un litige de réception adressé au fournisseur et peut donner lieu à un devis de mise en conformité correspondant aux frais logistiques engagés.***

#### **6.5.3. Horaires et lieux de livraisons**

La livraison du consommable s'effectue sur bon de commande de la Direction des achats, rattachée à la Direction des Achats, de la Logistique et de la Transition Écologique (DALTE) du Centre Hospitalier Guillaume Régnier, adressé au Titulaire sur l'adresse e-mail qui lui aura été communiquée par ce dernier.

L'adresse de livraison est la suivante :

Centre Hospitalier GUILLAUME REGNIER

Magasin Alimentation

Rue du Moulin de Joué

35703 RENNES Cedex 7

À titre indicatif : localisation du « Magasin Alimentation » (cuisine centrale du CHGR) : Rue Montaigne, en passant par la Rue du Moulin de Joué puis l'Avenue Alfred Jarry en direction de la Rue Camille Claudel (conjointement situées au sein du site principal du CHGR).

Créneau horaire de livraison : entre 7h00 et 15h00 du Lundi au Vendredi (hors jour férié).

En cas de besoin, le contact du Titulaire est la Responsable du Magasin Alimentation du CHGR – Madame Sylviane DELABARRE ou, en son absence, Monsieur Paul ROBINSON (Responsable Cuisine).

L'adresse e-mail dudit Magasin Alimentation est : [cuisine.centrale@ch-guillaumeregnyier.fr](mailto:cuisine.centrale@ch-guillaumeregnyier.fr) (en cas de besoin lié à une commande, une livraison ou en cas d'évolution d'un produit). Il est reconnu et pris acte par le Titulaire qu'en cas de modification de ce référent, quel qu'en soit le motif, une simple information par courrier postal ou électronique suffira, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

#### **6.5.4. Difficultés de livraison**

En cas d'impossibilité de livraison totale ou partielle, ou de modification de tout élément de la commande, le Titulaire doit en aviser au préalable et sans délai l'émetteur de la commande identifié sur le bon de commande. Celui-ci prend toutes dispositions nécessaires, dans l'intérêt du CHGR, éventuellement :

- En acceptant de différer la livraison ;
- En acceptant un produit de substitution proposé par le Titulaire ;
- En recherchant un produit de substitution ;
- Voire en annulant la commande.

Toute livraison qui ne serait pas effectuée conformément aux stipulations du présent article peut être retournée au Titulaire à ses frais.

En cas de retour de marchandise, pour non-conformité liée notamment à son étiquetage, à son adressage, à un événement lié à la matériovigilance, à un retrait de lot ou tout autre événement lié exclusivement aux produits, l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du Titulaire.

## **6.6 - Emballage**

La qualité des emballages doit être appropriée à la nature des produits, aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du Titulaire.

En dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété du CHGR.

## **6.7 - Délai de péremption**

Le délai de péremption des articles et/ou produits livrés devra être compatible avec leurs modalités de gestion.

La durée de validité des produits (DCL et DLUO) devra être :

- Égale ou supérieure aux deux-tiers (2/3) de la validité totale pour les produits à péremption inférieure à un (1) an,
- D'au moins un (1) an dans le cas général.

Toute dérogation à cette règle doit faire l'objet d'un accord préalable du CHGR.

## **6.8 - Qualité des fournitures et prestations**

Les fournitures et prestations doivent être conformes aux spécifications techniques décrites dans le cahier des charges et dans l'offre du Titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ces fournitures et prestations soient de qualité équivalente pendant toute la période d'exécution du marché public.

Ces obligations s'appliquent également à toute fourniture et prestation de remplacement ou de substitution mentionnée à l'article 6.10.2 du présent CCAP.

## **6.9 - Clause de reprise**

Les conditions de reprise seront conformes à celles précisées dans le mémoire technique du Titulaire.

Les frais afférents à une reprise de stock, à la demande du CHGR, sont à la charge de celui-ci, lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du Titulaire.

Si les produits sont destinés à la destruction, le Titulaire pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

## **6.10 - Modifications des conditions du marché public en cours d'exécution**

### **6.10.1. Modifications du marché public**

La liste des cas de modifications du marché public en cours d'exécution est indiquée aux articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la Commande publique.

### **6.10.2. Évolution des produits du marché public**

En cas d'évolution technologique des produits durant la période d'exécution du marché public, le Titulaire peut proposer de substituer totalement ou partiellement un nouveau produit à l'ancien, et ce, aux mêmes conditions financières que celles retenues dans le cadre du marché public initial.

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits durant la période d'exécution du marché public et commercialisation de produits de remplacement, même de technologie plus avancée, le Titulaire propose de fournir ces nouveaux produits, au prix définis dans le cadre du marché public initial. En cas de désaccord, le CHGR se réserve le droit de résilier le marché public, sans que cette résiliation n'ouvre droit à indemnité pour le Titulaire.

En cas de problèmes temporaires d'approvisionnement pendant la durée du marché public, le Titulaire peut proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit de substitution palliant la rupture d'approvisionnement ne

soit pas supérieur au prix fixé dans le cadre du marché initial. Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le CHGR de résilier le marché public, sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du CHGR.

## CHAPITRE 3 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION

### Article 7 - Modalités de vérification

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou prestations avec les spécifications du marché et les décisions après vérification sont effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification se déroulent en l'absence du Titulaire ou de son représentant, sauf si celui-ci a fait part au CHGR de sa volonté expresse d'y participer.

En dérogation à l'alinéa 3 de l'article 30 ("Réfaction") du CCAG-FCS, lorsque pour la livraison de produits, une ou des non-conformité(s) sont constatée(s), une réfaction de prix pourra être appliquée. La réfaction est proportionnelle au nombre et à l'importance des non-conformités constatées. Ces non-conformités sont constatées à la livraison et portées au bon de réception. Le montant des réfections est indiqué au Titulaire par mail ou courrier dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception. Le Titulaire dispose alors de cinq (5) jours ouvrés pour présenter ses observations. Ce délai passé, le montant des réfections est considéré comme accepté par le Titulaire. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir refusé les observations du titulaire et l'admission est réputée avec réfaction.

Les réfections viendront en déduction de la facture suivant leur constatation. En cas de non-prise en compte par le Titulaire de l'accord-cadre lors de la facturation, le CHGR effectuera lui-même la réduction de prix correspondante lors de la réception de la facture.

### Article 8 - Garantie

Les fournitures et prestations sont garanties contre tout vice de fabrication, défaut de matière, ou défaut de fonctionnement pendant le délai d'utilisation indiqué sur les emballages d'origine, à compter de la date d'admission des fournitures ou prestations.

Le délai de garantie ne peut être inférieur à un an à compter de la date de notification de la décision d'admission. L'offre du Titulaire peut proposer un délai de garantie supérieur à un (1) an.

## CHAPITRE 4 - PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES

### Article 9 - Contenu et caractéristiques des prix

#### 9.1 - Forme des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau des prix unitaires en annexe n°1 de l'acte d'engagement.

Les prestations seront rémunérées par application, aux quantités réellement exécutées, des prix figurant au bordereau des prix unitaires.

## 9.2 - Contenu des prix

Le prix d'achat des consommables inclut :

- la fourniture des consommables commandés,
- la mise à disposition des machines à café adaptées auxdits consommables.

Les prix des doses de café sont exprimés sous forme de prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU) sont appliqués aux quantités réellement livrées et déchargées dans le « magasin alimentation » du site principal du CHGR.

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales ou autres frappant la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, et à la manutention jusqu'au lieu de livraison.

Il ne peut être facturé aucun frais afférent au transport, à des minimas de commande ou frais de gestion, que ce soit en quantité ou en valeur.

Compte tenu du modèle de mise à disposition, la location des machines n'est pas facturée. Seul le prix d'achat des consommables est présent dans l'annexe financière.

## 9.3 - Prix de référence

Les prix du marché public sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres (Mois M0).

Les prix de référence du marché sont les prix nets hors taxes (HT), figurant sur le bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'acte d'engagement (AE).

## 9.4 - Variation des prix

### Révision des prix :

En application de l'article R.2112-14 du Code de la Commande Publique et de l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, les prix unitaires des fournitures et services comportant une part importante de matières premières ou de produits directement affectés par la fluctuation des cours mondiaux, doivent être révisés au minimum tous les 3 mois.

En conséquence, les prix des consommables du lot n° 1 et du lot n°2 (le café) subiront un ajustement trimestriel.

- **Les prix unitaires seront révisés tous les trimestres** selon la formule suivante :

$$P = Po \times \frac{I}{Io}$$

Dans laquelle :

**P** = prix révisé

**Po** = prix initial du marché

**I** = Indice INSEE de prix de production de l'industrie pour le marché français – Café et thé transformé – connu le 1<sup>er</sup> du mois précédant la date de révision trimestrielle des prix

**Io** = Indice INSEE de prix de production de l'industrie pour le marché français – Café et thé transformé connu à la date de l'établissement de l'offre du Titulaire.

L'indice de référence utilisé est publié sur **le site Internet de l'INSEE** :

<https://www.insee.fr/fr/information/3128533> selon l'identifiant suivant :

INTITULÉ	IDENTIFIANT
Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 10.83 – <b>Café et thé transformés</b> – Prix de marché - Base 2015	<b>10534520</b>

L'indice INSEE est publié chaque mois sur le site de l'INSEE ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)). En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire l'indice de remplacement publié, ou si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le Titulaire garantit le CHU de Rennes qu'en aucune circonstance les prix des produits facturés n'excéderont ceux qu'il applique dans les mêmes circonstances à l'ensemble de sa clientèle.

### 9.5 - Clauses limitatives

Clause butoir :

L'évolution des prix résultant de l'application des dispositions qui précèdent sera limitée à une augmentation de 3% par an (rabais initial déduit).

Le montant de l'augmentation s'apprécie en comparant les prix ligne à ligne du bordereau des prix unitaires de l'année N - 1 avec les prix révisés.

### 9.6 - Offres de prix promotionnelles

En cours d'exécution, et à l'initiative du Titulaire, les prix figurant au marché public pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire adresse au CHGR son tarif promotionnel par e-mail, en précisant :

- La liste des produits concernés par l'offre promotionnelle ;
- sa durée de validité.

À l'expiration de la période de promotion, les prix du marché public initial sont à nouveau en vigueur de plein droit.

## Article 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Facturation

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, à l'issue de l'admission de chaque prestation, les factures afférentes au marché public portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- La date de la facture ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le numéro et date du marché, ainsi que la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation et référence de la prestation exécutée et admise ;
- La date de livraison ;
- Le coût unitaire hors T.V.A. de la prestation exécutée ;
- Le cas échéant, le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- Le cas échéant, en cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;

- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Les montants totaux HT et TTC de la prestation.

Toute modification des références sociales ou bancaires figurant au marché public et reprises dans les factures doit être signifiée au CHGR. Les factures ne correspondant pas aux prescriptions figurant ci-dessus sont rejetées et retournées à l'expéditeur.

Afin de pouvoir respecter le délai de paiement, les factures sont impérativement transmises par voie électronique.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro» (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>). Le code service à indiquer est 1SE.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant le Titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite du CHGR, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Il est établi une facture par bon de commande.

## 10.2 - Règlement

Le règlement des factures s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS. Il ne peut toutefois être effectué qu'à compter de la date de réception de la facture, ou, si la date réception de la facture est antérieure à la réception des produits/prestations, à compter de la date d'admission de ceux-ci.

Le règlement est effectué par mandat administratif et virement, soit au C.C.P. ou compte bancaire figurant sur l'acte d'engagement.

Conformément à l'article R.2192-11, 1° du Code de la Commande publique, le délai de règlement est fixé contractuellement à 50 jours, de la date de réception de la facture par le CHU de Rennes jusqu'au décaissement par le Comptable public.

Le délai global de paiement ne prend effet que si les factures sont envoyées selon les modalités fixées à l'article 10.1 ci-dessus du présent CCAP.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable public quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au Titulaire sur les sommes dues.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le défaut de paiement donne également droit au versement d'une indemnité forfaitaire de quarante euros (40€) pour frais de recouvrement.

Le Comptable Assignataire est le Comptable Public de la Trésorerie Hospitalière de Rennes : 2 rue Magenta 35000 Rennes.

## Article 11 - Titulaire étranger

La monnaie des comptes des marchés est l'EURO (€). Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation des changes. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne, sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que le CHU de Rennes lui communique un numéro d'identification fiscal.



## Article 12 - Nantissement et cession de créance

Le Titulaire souhaitant céder ou nantir les créances résultant du marché public en fait la demande par écrit au CHU de Rennes. Il reçoit alors de la part de ce dernier :

- Soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par le représentant du CHU de Rennes, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché ;
- Soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par l'arrêté du 28 juillet 2020 relatif au certificat de cessibilité des créances dans le cadre des marchés publics.

## Article 13 - Avance

Il est fait application de l'article B.11.1 du CCAG-FCS.

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 € HT (cinquante mille euros hors taxes), une avance est accordée au Titulaire du marché public dans les conditions suivantes :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ;
- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à douze mois, le montant de l'avance est égal à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande toutes taxes comprises divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le délai global de paiement de l'avance forfaitaire court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le Titulaire a indiqué à l'acte d'engagement s'il renonçait au paiement de l'avance.

Le remboursement de l'avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché public atteint ou dépasse 65% du montant toutes taxes comprises du montant du bon de commande.

## Article 14 - Pénalités

### 14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure ni invitation du Titulaire à présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont cumulables et sont dues dès le premier euro.

Les pénalités font l'objet d'un titre de recette.

Fait générateur	Montant de la pénalité
<i>Non-respect du délai de livraison</i>	100 € par jour ouvré de retard (Au-delà de 5 jours de retard : la prestation est réputée non exécutée et conduit à l'application de la pénalité associée en plus de la présente pénalité)
<i>Non-exécution d'une prestation (en lien avec la précision dans le commentaire de « Montant de la pénalité » de la ligne ci-dessus)</i>	150 € par prestation non exécutée
<i>Défaut de mise à disposition d'un équipement de remplacement en cas d'indisponibilité supérieure à 72h</i>	50 € par jour calendaire d'indisponibilité sans matériel de remplacement
<i>Absence du représentant du Titulaire à une réunion ou à une convocation du CHGR</i>	200 € par absence injustifiée
<i>Violation des obligations environnementales en lien avec les produits objet du marché</i>	100 € par manquement injustifié (exemple : allégation environnementale trompeuse sur la recyclabilité des emballages)

Le CHGR sera particulièrement attentif sur la qualité des cafés, la qualité et la réactivité du remplacement (ou de la réparation) des machines à café défectueuses/en panne, ainsi que sur la ponctualité des livraisons.

## Article 15 - Résiliation du marché public

### 15.1 - Motifs de résiliation

Le CHU de Rennes se réserve le droit de résilier le marché public à tout moment dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG-FCS.

La résiliation est prononcée aux torts du Titulaire :

- Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ;
- Lorsqu'une dégradation de la qualité des fournitures ou prestations est de nature à les rendre impropres à l'utilisation prévue au marché public.

Le CHU de Rennes peut également prononcer la résiliation du marché public pour motif d'intérêt général, dans les conditions d'indemnisation définies à l'article 15.2.2 ci-dessous.

### 15.2 - Indemnités de résiliation

#### 15.2.1. Résiliation pour faute et pour événements extérieurs ou liés au marché public

La résiliation prononcée aux torts du Titulaire, dans les cas indiqués à l'article précédent, ainsi que la résiliation prononcée en application des cas indiqués aux articles 39 et 40 du CCAG-FCS, n'ouvrent pas le droit à indemnité.

#### 15.2.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS et s'agissant d'un accord-cadre à bons de commande sans engagement minimum, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

## Article 16 - Exécution aux frais et risques du Titulaire

En dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, le CHGR peut faire procéder à l'exécution du marché public par un tiers aux frais et risques du Titulaire pour toute inexécution des obligations contractuelles.

### 16.1 - En cas de rupture d'approvisionnement en cours d'exécution du marché public

Dans l'hypothèse où le Titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le CHGR se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, après une mise en demeure du Titulaire de fournir les prestations restées infructueuses.

### 16.2 - Après résiliation prononcée aux torts du Titulaire

Conformément aux articles 41 et 45 du CCAG-FCS, et en cas de résiliation pour faute, le CHGR se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le Titulaire défaillant.

## Article 17 - Litiges / Recours

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU de Rennes, le CHGR et le Titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R2197-1 à R2197-25 du Code de la Commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rennes, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

## Article 18 - Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Objet
4.2	4.1	Pièces constitutives
5.3	9.2.	Assurance
6.6	20.2.2	Emballages
7	27.3 / 30.3	Modalités de vérification
10.1	11.3.2	Facturation
14.1	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3	Pénalités de retard
15.2.2	42	Indemnités de résiliation
16	45.1	Exécution aux frais et risques